

La transformation des services financiers

Un partenariat entre bailleurs pour appuyer la microfinance en Ouganda

Auteur : Godfrey Jjooga Ssebukulu, Consultant, DFID, Projet d'approfondissement du secteur financier en Ouganda (FSDU), Kampala, Ouganda < godfrey@fsdu.or.ug>

Le secteur de la microfinance en Ouganda a atteint un point critique à la fin des années 90. Une transformation était nécessaire pour assurer sa pérennité. Aucun bailleur ne pouvant y parvenir seul, la transformation s'est faite en collaboration.

Le secteur de la microfinance en Ouganda a atteint un point critique à la fin des années 90. De nombreux bailleurs avaient soutenu le développement du secteur en allouant des subventions destinées à l'assistance technique, au renforcement des capacités, et des prêts s'élevant à un total de plus de 40 millions de dollars américains. En 2003, l'Ouganda comptait plus de 1 500 organismes de microfinance.

Lorsque les sommes affectées aux prêts s'épuisèrent, il est apparu que, pour améliorer et étendre les services, les organismes de microfinance devaient restructurer et commercialiser leurs opérations afin d'attirer les capitaux privés. Forts des leçons tirées d'expériences dans d'autres pays, en particulier en Amérique du Sud et en Asie, les bailleurs unirent leurs efforts pour transformer les grands organismes non réglementés de microfinance en des organismes financiers réglementés, afin de les intégrer dans le système financier général. La réglementation par la Bank of Uganda devait permettre aux organismes de microfinance de mobiliser les épargnes populaires volontaires et d'utiliser les fonds pour consentir des prêts à leurs clients.

Les préparatifs de la réforme du secteur de la microfinance commencèrent en 1998-1999, bien que le besoin de transformation ait revêtu un caractère d'urgence dès mi-2003, lorsque le Parlement ougandais vota une loi établissant un nouveau type d'organisme de microfinance, appelé « institution de micro-dépôt » (MDI). La loi fixa également un calendrier pour interdire l'intermédiation d'épargne obligatoires (l'apport personnel exigé des clients pour leur consentir un prêt), qui avait constitué auparavant le motif majeur de recours à la plupart des organismes de microfinance. La loi sur le MDI a également interdit aux organismes non agréés de consentir des prêts moyennant un apport personnel.

Une coordination efficace

De toute évidence, la transformation du secteur de la microfinance en Ouganda allait nécessiter un renforcement massif des capacités au niveau de la réglementation, des conseils de direction,

du management et au niveau opérationnel. Il était également nécessaire de moderniser l'infrastructure, de mettre en place des systèmes et des contrôles, de préparer un cadre réglementaire et de trouver de nouvelles sources de capitaux d'emprunt. Face à l'amplitude de la tâche, il était indispensable d'établir une coordination efficace entre les bailleurs. Ceux-ci réussirent effectivement à travailler à cet objectif commun, et le premier MDI, FINCA Uganda, fut



Malgré une certaine coordination informelle de la transformation de la microfinance, dirigée par un programme de l'USAID, Appui urbain à l'expansion et au développement des entreprises privées (SPEED), le comité de pilotage de la transformation (TSC) n'a été officiellement constitué qu'en novembre 2004. Un protocole d'accord stipula le rôle et les responsabilités des nouveaux partenaires, y compris le Programme gouvernemental d'extension de la microfinance et d'autres partenaires majeurs du développement ? le ministère britannique du développement international (DFID/FSDU), GTZ/Sida (programme de développement des systèmes financiers, FSD) et USAID (SPEED rural) ? ainsi que les critères de sélection des membres pourvoyeurs et non pourvoyeurs de fonds.

Les enjeux

Au fil du temps, le comité a accueilli de nouveaux membres, en particulier la Bank of Uganda, et des projets de l'UE et de la Banque mondiale dans le secteur. Les membres se réunissent chaque trimestre pour examiner les progrès enregistrés et pour résoudre les nouveaux problèmes éventuels. Le TSC entend gérer les 2,5 millions de dollars américains engagés par ses membres pourvoyeurs de fonds. Il est prévu que ces ressources seront affectées à l'assistance technique, à la mise à jour des systèmes d'information de gestion, à l'achat de matériel de communication, et à la modernisation des infrastructures du secteur.

Jusqu'à présent, le TSC est venu en aide à deux organismes : Uganda Finance Trust, qui a été agréé en tant que MDI en octobre 2005, et Faula Uganda, dont la demande d'agrément est en passe d'aboutir. Une coordination efficace exige un secrétariat pourvu d'un personnel qualifié et de ressources. Elle nécessite également la transparence entre les membres grâce au partage des documents, des plans d'activité et des résultats des projets.

Liens

[Association des organismes de microfinance de l'Ouganda \(AMFIU\)](#)

[Groupe consultatif d'assistance aux plus pauvres \(CGAP\)](#)

[DFID. Projet d'approfondissement du secteur financier en Ouganda \(FSDU\)](#)

[Union européenne. Programme d'appui aux institutions financières viables et aux efforts de renforcement des capacités \(Suffice\)](#)

[GTZ/Sida. Programme de développement de systèmes financiers \(FSD\)](#)

[Ministère ougandais des finances. Microfinance Outreach Plan](#)

[USAID Rural Savings. Programme d'appui à l'expansion et au développement de l'entreprise privée \(SPEED\)](#)

Lecture

R. Goodwin-Groen et al. (2004)

[Uganda Microfinance Sector Effectiveness Review](#). Groupe consultatif d'assistance aux plus pauvres.